



La Plaine sur mer

MAIRIE DE LA PLAINE-SUR-MER

LOIRE-ATLANTIQUE

Arrêté n° 2024-239-ST

Objet : Arrêté portant autorisation de voirie et réglementant la circulation au profit des services techniques de la commune de La Plaine-sur-Mer pour une occupation du domaine public en relation avec des travaux situés sur les chemins ruraux

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la nécessité de réaliser l'entretien des chemins ruraux,
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, du 15 avril 2024 au 10 mai 2024, pour effectuer l'entretien des chemins ruraux.

Liste des voies concernées

Chemin Hamon
Chemin de Moquechien
Chemin de la Hache
Chemin des Gateburières
Chemin des Chardonnets
Chemin des Propreaux
Chemin du Héqueux
Chemin de la Frenelle
Chemin de Quéro
Chemin de la Guerche
Allée de la Piraudière
Chemin des Cardinaux
Chemin de la Gare
Chemin de la Croix Cholet

Chemin de la Prée
Chemin de Matteline
Chemin Chatelier
Chemin de la Bernardrie
Chemin de la Mitière
Chemin des Mésanges
Chemin des Prés Bouyer
Chemin des Masseries
Chemin des Prés Communs

Article 2 : Réglementation de la circulation.

- Chantier mobile.
- Fermeture ponctuelle des voies, sauf accès aux riverains.

Article 3 : Sécurité et signalisation de l'occupation du domaine public

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation lors de son intervention sur domaine public. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de ses actions sur le domaine public ou de l'installation de ses biens sur celui-ci.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires définies précédemment, le bénéficiaire recevra une injonction immédiate de procéder au retrait de l'occupation du domaine public.

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique.

Article 7 : Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, 11 avril 2024

Par délégation du Maire,
Benoît BOULLET
Adjoint au Maire

